



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 28 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Bidault TP - SPTP

Z.I.
22440 LES CROIX

Code AIOT : 0005503837

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 26/09/2022 dans l'établissement Bidault TP - SPTP implanté Z.I. des chatelets 22440 PLOUFRAGAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne d'une vingtaine de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Bidault TP - SPTP
- Z.I. des chatelets 22440 PLOUFRAGAN
- Code AIOT : 0005503837
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société SARL Ploufraganaise de Travaux Publics (SPTP) est autorisée par l'arrêté préfectoral du 31 mars 2004 à exploiter une centrale d'enrobage à chaud sur la commune de Ploufragan.

Le thème de visite retenu était la défense contre l'incendie et la prévention des pollutions accidentelles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Moyens d'interventions	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 8.4
2	Les consignes à tenir en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 8.8
3	Les effluents	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 3.8

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose de moyens de secours contre l'incendie adaptés aux risques : présence de deux poteaux-incendie et d'extincteurs. Cependant, il convient d'ajouter des extincteurs à proximité d'installations à risque.

L'inspection a constaté la présence sur le site d'un bassin de décantation pour les eaux pluviales, dont le volume reste à confirmer. L'exploitant doit mettre en place des mesures supplémentaires permettant d'éviter tout rejet accidentel vers le milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'interventions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 8.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prescriptions générales concernant la lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement est pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, extincteurs mobiles, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelles. Ce matériel est entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. Deux poteaux-incendie assurant un débit total de 120 m ³ /h sont situés à moins de 100 mètres des installations. [...] En particulier, l'industriel place des extincteurs adaptés au risque à défendre, en nombre suffisant, dans des endroits facilement accessibles et s'assure régulièrement que les extincteurs sont à la place prévue et en bon état.
Constats : Il a été constaté lors de l'inspection que l'exploitant dispose de deux poteaux incendie situé à proximité de l'installation. L'inspection rappelle à la société qu'il lui appartient de s'assurer périodiquement de la capacité de la borne incendie en question (débit minimum de 60 m ³ /h sous 1 bar) auprès des services compétents de la commune (ou de la communauté de communes). Le site dispose d'extincteurs répartis sur l'ensemble de l'établissement et des bacs contenant du sable. L'inspection s'est assurée par sondage que les extincteurs avaient bien fait l'objet d'un contrôle par un prestataire agréé datant de moins d'un an. L'inspection rappelle qu'il est nécessaire de contrôler l'ensemble des extincteurs et notamment les extincteurs mobiles. L'exploitant dispose d'un délai de 30 jours pour : - mettre une pelle à proximité des bacs de sable afin de faciliter leur utilisation ; - d'installer des extincteurs à proximité de l'installation de concassage et de l'installation de stockage des hydrocarbures.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Les consignes à tenir en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 8.8
Thème(s) : Risques accidentels, Prescriptions générales concernant la lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes précisent la conduite à tenir en cas d'incendie. Elles sont rédigées de manière à ce que le personnel désigné soit apte à prendre les dispositions nécessaires. Elles comportent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les moyens d'alerte ;- le numéro d'appel du chef d'intervention de l'établissement ;- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers ;- les moyens d'extinction à utiliser. Ces consignes sont affichées à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.
Constats : Des consignes de sécurité sont affichées sur le site à proximité de l'installation de stockage de bitume. Cependant, ces consignes ne comportent pas d'indication sur le numéro d'appel du chef d'intervention de l'établissement et le numéro d'appel des sapeurs-pompiers. Ces consignes doivent être plus explicites et être affichées dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel. L'exploitant doit y remédier dans un délai de 30 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, articles 3.4 et 3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Prescriptions relatives au rejet des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.4 de l'arrêté Préfectoral du 31/03/2004 : Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration. Tout déversement en nappe souterraine direct ou indirect (épandage, infiltration, puisard,..) total ou partie est interdit.</p> <p>Article 3.8 de l'arrêté Préfectoral du 31/03/2004 : Les effluents (comportant les eaux pluviales et les eaux de lavage éventuelles) seront rejetés vers le réseau eaux pluviales de la zone industrielle des Châtelets, après avoir subies un prétraitement par passage dans un débourbeur-déshuileur et un bassin de décantation. [...] Le volume du bassin de décantation sera au minimum de 230 m3.</p> <p>Constats : L'installation possède un débourbeur-déshuileur et un bassin de décantation. Le volume du bassin de décantation semble sous dimensionné par rapport au volume de 230 m³ requis dans l'arrêté du 31/03/2004. L'exploitant devra donc confirmer le volume du bassin, et le nettoyer si nécessaire.</p> <p>Le site dispose d'un stock de sable pour éventuellement absorber une pollution au sol. Mais l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les mesures prises en cas de rejets accidentels plus important sur le site afin d'éviter toute pollution du milieu naturel. Il doit donc définir les mesures possibles à mettre en place sur le site pour se conformer à l'article 3.4. Un aménagement du bassin de décantation pourrait être une solution (étanchéification et mise en place d'une vanne de confinement).</p> <p>L'exploitant dispose d'un délai de 6 mois pour assurer la conformité de son site à l'article 3.4.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet